



En avant !

En adoptant la Charte fédérale, le 25 juin, les socialistes du Finistère ne se doutaient probablement pas que leur vote aurait un retentissement médiatique national et que Martine Aubry annoncerait, quelques semaines plus tard, que le Parti Socialiste s'engagera dans la même voie, pour la parité, le mandat unique ou la diversité.

Durant l'été, plusieurs médias se sont fait l'écho de l'initiative finistérienne. La presse régionale, *Ouest-France* et *Le Télégramme* qui titra : **"Anti-cumul : le grand saut des socialistes finistériens"**. Puis,



Vers le mandat unique des parlementaires ?

dans le courant du mois de juillet, *l'AFP*, *Le Monde*, *Profession Politique* et *Marianne*. Tous ces journaux mettaient en avant l'aspect précurseur de la consultation organisée par la fédération du Finistère. Sur internet, plusieurs blogueurs socialistes ont repris cette information et ont salué cette démarche.

En introduction de l'Université d'été de La Rochelle, Martine Aubry a repris l'essentiel des propositions déjà adoptées par les socialistes finistériens. Sous un tonnerre d'applaudissements, la première secrétaire a indiqué qu'un Conseil national, le 12 septembre, déterminera l'intitulé des questions qui seront soumises au vote des adhérents le 1^{er} octobre.

D'abord, le mandat unique. Souvent souhaité, régulièrement annoncé dans les motions de congrès, il n'est pas encore généralisé. Le vote des adhérents tranchera cette question.

Ensuite, les primaires. **"Elles doivent être une opportunité pour nous, pas un problème entre nous"**, a insisté Martine Aubry. Leur préparation ira de pair avec l'élaboration du projet et le choix de notre candidat pourrait intervenir au premier semestre 2011.

Autre chantier soumis au vote des adhérents, celui de la diversité, sous toutes ses facettes, et de la parité qui doit enfin s'appliquer partout.

Et, pour finir, le Parti Socialiste va se doter d'une charte éthique et d'une commission spécialement chargée de veiller à ce que les socialistes respectent des règles de bonne conduite.

Nul ne connaît encore le résultat de la consultation du mois d'octobre. Mais, à entendre les réactions enthousiastes qui ont émaillé l'intervention de Martine Aubry et au vu du résultat du vote du 25 juin dans le Finistère, il apparaît que ces propositions peuvent recueillir un large soutien de la part des adhérents du Parti Socialiste. 🌹

Dispensé de timbrage BREST CTC

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 3/09/2009



**PRESSE
URGENTE**
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Fausse alerte

Les gros contribuables n'ont pas tremblé très longtemps. Juste quelques semaines. Pourtant, les parlementaires de l'UMP semblaient bien déterminés à effectuer un "toiletage" des niches fiscales.

Il en existe 469 et leur coût est estimé à 70 milliards d'euros par an !

Alors que la politique fiscale de ce gouvernement se caractérise essentiellement par son injustice, cette annonce pouvait surprendre. Mais les bénéficiaires de ces niches n'ont pas de souci à se faire : le discours anti-impôt reste le credo de cette majorité. Pas question d'utiliser la fiscalité pour réduire les inégalités ou donner à la puissance publique les moyens de mener une véritable politique de redistribution.

Les contribuables les plus aisés pourront encore utiliser le maquis des niches fiscales pour réduire leur contribution à la solidarité nationale. Et il est même possible que le budget 2009 en fabrique de nouvelles...

Le dossier de la semaine

**La France
qu'on aime**



Le PS s'engage dans une offensive de civilisation

Vie de la Fédération

**Retour de
La Rochelle**



Impressions de militants

Interview

**Manifestation pour
les droits des femmes**



Avec
Caroline De Haas

La France qu'on aime

Les universités d'été de La Rochelle se suivent et ne se ressemblent pas. Celle de 2009 restera dans les mémoires comme l'une des plus studieuses, des plus conviviales, des plus utiles, pour le PS et surtout pour les Français puisque c'est de leur avenir qu'il a été constamment question durant ces trois jours.

Avec des représentants des autres partis de gauche, des organisations syndicales ou associatives, les débats de ce week-end ont porté sur la France que les socialistes et la gauche veulent construire.



La France va mal

Il est urgent de proposer un autre modèle de développement. La France va mal. Elle traverse une crise économique et sociale, sans précédent depuis 1929, qui se caractérise par une explosion de la précarité et du chômage, un investissement en baisse et une consommation en recul si l'on excepte l'achat d'automobiles. Mais la fin de la prime à la casse peut se traduire par un recul dans ce domaine aussi.

La crise est mondiale. Mais la politique menée par Nicolas Sarkozy en accentue encore les effets. **"La dette explose, atteignant le chiffre historique de 73 % du PIB"**, a dénoncé Martine Aubry devant les 3 000 socialistes réunis à La Rochelle. **"Le fameux paquet fiscal de juin 2007 est aujourd'hui le boulet fiscal qui plombe la France"**.

Le modèle social français peut jouer un rôle d'amortisseur des effets de la crise. Mais c'est précisément lorsqu'il s'avère le plus utile qu'il est le plus durement attaqué au nom du libéralisme.

"Quand les finances publiques sont exsangues, quand les catégories populaires et les classes moyennes sont précarisées, quand les jeunes galèrent et que les pensions de retraites sont rognées, quel sens y a-t-il à subventionner les heures supplémentaires ? Quel

sens y a-t-il à supprimer les majorations des heures travaillées le dimanche, réduire les retraites des mères de familles ou encore poursuivre en cette rentrée le plus grand plan de licenciement de notre pays par des suppressions massives d'emplois dans la fonction publique, à l'école, à l'hôpital ou la sécurité ?"

Que Sarkozy emprunte nos idées !

Tout au long de son intervention, Martine Aubry a avancé des propositions concrètes pour améliorer le pouvoir d'achat des ménages, lutter contre la montée du chômage ou améliorer la régulation du capitalisme. **"Puisque Monsieur Sarkozy veut un emprunt utile pour la France, qu'il commence donc par emprunter les idées de la gauche !"**, s'est exclamée la première secrétaire.

Quelles sont-elles ? Pour le pouvoir d'achat et la relance de la consommation, un remboursement de 200 euros de TVA pour les 16 millions de ménages modestes non imposables qui n'ont pas bénéficié du remboursement d'impôt sur le revenu. Ces 3,2 milliards d'euros se retrouveraient immédiatement dans la croissance et l'emploi.

Contre le chômage, le PS propose une procédure de mise sous tutelle, par le tribunal de grande instance, des entreprises bénéficiaires qui licencient. Un administrateur judiciaire, sur saisine des salariés, serait nommé pour gérer l'établissement, le temps nécessaire pour faire cesser des pratiques contraires aux intérêts de l'entreprise et de ses salariés. **"Alors que la loi protège les actionnaires et les créanciers face à des patrons peu scrupuleux, rien n'est prévu pour empêcher ce pillage d'entreprises au détriment des salariés"**, a rappelé Martine Aubry.

Pour les nouveaux arrivants sur le marché de l'emploi, le PS propose de créer 150 000 emplois-jeunes dans l'économie verte et les services aux personnes.



Le Parti Socialiste fait des propositions



Une université d'été tournée vers les Français

Humainement passionnants, utiles pour la société, ces nouveaux métiers sont difficilement solvables par le marché. Il faut les aider à naître au profit des jeunes en renouant avec ce qui a déjà fonctionné par le passé.

Nicolas Sarkozy évoque souvent la régulation du capitalisme. Mais, **"si en communication, le président de la République est hors catégorie, côté action, il est franchement hors course"**, a ironisé la première secrétaire. Les socialistes ont, à maintes reprises, déposé des propositions de loi pour plafonner les écarts de rémunération, limiter fortement les bonus et interdire les parachutes dorés et les stocks-options, sauf pour les entreprises naissantes. Les admonestations à répétition ne suffisent pas. Le Parti Socialiste demande à ce que l'État entre dans les conseils d'administration des banques refinancées par la collectivité afin de contrôler l'usage des 21 milliards d'euros d'argent public qui leur ont été versés.

Une offensive de civilisation

Au-delà de ces propositions urgentes pour répondre à la crise, Martine Aubry a appelé les socialistes à conduire une offensive de civilisation, à **"élaborer ensemble notre New Deal pour le monde d'après"**. Ce sera l'objet de la convention nationale du début 2010 qui devra dessiner les contours du post-productivisme que les socialistes appellent de leurs vœux. Il faudra apporter des réponses aux questions **"que produire ?"** et **"comment produire ?"** de manière à satisfaire la double exigence sociale et environnementale.

Il s'agira surtout de mettre en avant les valeurs que défendent les socialistes : l'humanisme, l'égalité, la justice au moment où l'inefficacité et la violence du libéralisme éclatent au grand jour.

A la tribune de l'Université de La Rochelle, Martine Aubry a invité les socialistes, et toutes celles et tous ceux qui veulent les rejoindre à retrouver **"La France qu'on aime"**. 🌹

Retour de La Rochelle

Vingt-cinq militants socialistes du Finistère participaient, le week-end dernier, à l'université d'été. Ils sont revenus de La Rochelle, motivés et rassurés.

"Les ego se sont tus cette année", se félicite Léa-Audrey Réa du Relecq-Kerhuon. "C'est réconfortant de voir toute une salle applaudir l'intervention de la première secrétaire", ajoute Fabrice Huret de Guipavas. "Le PS a des militants motivés, des idées et la volonté d'aller de l'avant", confirme Nathalie Sarrabezolles du Relecq-Kerhuon.

"C'est important d'avoir les informations à la source", insiste Pierre Karleskind, secrétaire de la sec-



Plus de 3 000 socialistes se sont retrouvés à La Rochelle

tion Brest rive-droite. "L'atelier sur l'avenir des territoires m'a permis de prendre conscience de la dangerosité du projet de réforme territoriale et sur-

tout de comprendre qu'il s'agit d'un débat politique et non technique", indique de son côté Denis Deffay, son homologue de Moëlan-sur-Mer.

La parole est libre à La Rochelle. Dans les ateliers consacrés à la rénovation, les adhérents se sont exprimés sans langue de bois. "Je ne suis pas tout à fait certaine que la place laissée aux militants soit encore suffisante", souligne Léa-Audrey Réa. "Pourtant, ils doivent être une force de proposition, pas uniquement de validation".

Mais, l'université d'été de La Rochelle reste tout de même la seule manifestation qui permet à des adhérents de toutes les fédérations de se retrouver et de confronter leurs points de vue. "Il faudrait qu'elle puisse accueillir encore plus de monde", estime Pierre Karleskind. 🌹

Interview



Manifestation pour les droits des femmes

Avec Caroline De Haas

Caroline De Haas, animatrice du journal "Osez le féminisme" (www.osezlefeminisme.fr) et membre de la Commission nationale femmes du PS, explique les mots d'ordre de la manifestation nationale qui se déroulera le 17 octobre à Paris.

Cap Finistère : Quelles organisations appellent à la manifestation du 17 octobre ?

Caroline De Haas : Plusieurs dizaines mais essentiellement deux associations : le Collectif national pour les droits des femmes (CNDF)

qui regroupe les partis de gauche, les syndicats et les associations féministes et Femmes solidaires, très actives dans la défense des droits des femmes.

Cap Finistère : Pourquoi avoir lancé cet appel ?

Caroline De Haas : A la suite de la forte mobilisation pour défendre le planning familial qui a recueilli plus de 150 000 signatures en quelques jours, 7 000 personnes sont descendues dans la rue le 8 mars dernier. Le gouvernement avait tenté de réduire drastiquement les subventions versées à cette organisation mais a rapidement été obligé de revenir sur sa décision. Ce

succès montre que les revendications féministes rencontrent un écho parmi la population. Car le peuple de gauche a besoin de résister et de revendiquer des droits nouveaux pour les femmes.

Cap Finistère : Quel sera le mot d'ordre de cette manifestation ?

Caroline De Haas : Il ne sera pas unique. Il s'agit d'un appel général pour défendre les libertés, l'égalité, la dignité des femmes, la laïcité et la solidarité internationale.

Cap Finistère : Le PS vient de publier un communiqué à propos de l'IVG. Elle est menacée ?

Caroline De Haas : Oui, de plus en plus de médecins refusent de le pratiquer. Le gouvernement vient de revaloriser cet acte mais, il faut savoir qu'avec la tarification à l'acte (T2A), cette opération ne

"rapporte" que 300 euros. Dans certaines régions, les femmes ne peuvent plus se faire avorter.

Cap Finistère : En quoi consisterait la loi cadre contre les violences faites aux femmes, défendue dans l'appel à la manifestation du 17 octobre ?

Caroline De Haas : Elle s'inspire de l'exemple espagnol. Il faut savoir que 48 000 viols sont commis chaque année en France, soit un toutes les 10 minutes. La loi cadre contre les violences faites aux femmes apporterait un arsenal juridique pour combattre ce phénomène mais aussi pour offrir des lieux d'accueil et une protection aux victimes. Elle instituerait également une formation spécifique pour que les magistrats puissent affronter ces questions. 🌹

Agenda

23 septembre

Assemblée Générale de l'UESR, à 18 h 00, salle de l'Astrolabe au Relecq-Kerhuon.

1^{er} octobre

Votes dans les sections pour la Rénovation du Parti Socialiste et la désignation de la tête de liste pour les élections régionales.

24 octobre

Réunion fédérale de rentrée au Centre des Congrès de Mescoat à Landerneau.

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1212 P 11428

N° 826 - Vendredi 4 Septembre 2009

www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 Quimper

Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef :

Jean-Yves Cabon - Tél. 02 98 43 44 39

13, rue de Portzmoguer - 29200 Brest

Impression :

Presses Associatives du Finistère

Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

Abonnement Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 15 €

Abonnement de soutien :
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.

En bref...

Une ambition régionale

RENTÉE SCOLAIRE

A travers le dispositif Chèques-Livres, les élus de la Région renouvellent leur soutien aux familles pour l'acquisition des manuels scolaires de leurs enfants lycéens. De même, elle met à disposition des jeunes, nés en 1992, 1993 et 1994, le Chèque-Sport qui permet une réduction de 15 € pour toute adhésion annuelle dans un club sportif breton.

Depuis septembre 2004, la Région aide les familles de lycéens dans l'acquisition des manuels scolaires. Dès juin, les lycéens peuvent retirer, dans leur établissement, un chéquier comprenant 6 Chèques-Livres de 10 € pour acheter ou louer des manuels scolaires neufs ou d'occasions. Peuvent s'y ajouter des cahiers d'exercices et de travaux pratiques, des dictionnaires, lexiques et romans étudiés en classe. Les chèquiers, valables jusqu'au 7 novembre, sont acceptés auprès d'un réseau de plus de 300 librairies, lycées et associations organisant des bourses aux livres. La liste des partenaires est affichée dans les lycées et peut être consultée sur le site www.bretagne.fr.

Cette aide de 60 € a été calculée pour aboutir, par le biais de la revente en fin d'année, à la gratuité des manuels sur l'ensemble de la scolarité lycéenne. L'année dernière, 120 000 chèquiers ont été distribués pour une valeur de 7,2 M€.

AIDES AUX JEUNES SPORTIFS

En Bretagne, les 16-18 ans sont moins de 50 000 à pratiquer une activité en club, soit moins de 30 % des jeunes de cette tranche d'âge.

A la rentrée prochaine, les jeunes bretons, nés entre 1992 et 1994, pourront bénéficier d'une aide de 15 €, en déduction de leur inscription annuelle dans un club sportif breton (150 € en moyenne). Ce Chèque-Sport vise à promouvoir et renforcer une pratique encadrée chez les jeunes. Près de 6 000 clubs, représentant 80 disciplines, sont impliqués dans ce dispositif.

Lancé à la rentrée 2008 par la Région Bretagne, le Chèque-Sport a déjà permis à près de 28 000 jeunes de bénéficier de cette réduction.

La Poste

Les socialistes se mobilisent contre la privatisation de *La Poste*. Le projet de loi pour le changement de statut de la société publique "*La Poste*" a été présenté en Conseil des ministres le 27 juillet.

"Les leçons de la crise n'ont pas été tirées par le pouvoir", a dénoncé Martine Aubry. "Alors que les discours du président de la République mentionnent régulièrement le besoin de régulations et de plus d'État, le projet de changement de statut de La Poste va priver la puissance publique d'un outil essentiel de l'aménagement du territoire et menacer ses missions de service public."

Le comité national contre la privatisation, pour un débat public et pour un référendum, qui réunit les partis de gauche ainsi que des organisations syndicales et associatives, organisera, le 3 octobre, une votation citoyenne contre ce projet.

Danger !

Réunie en Assemblée Générale à La Rochelle, la FNESR (Fédération nationale des élus socialistes et républicains) a lancé un appel à la mobilisation des citoyens et des élus contre les attaques menées par le gouvernement contre les collectivités locales.

"Deux projets, dont un traitant de l'organisation territoriale et l'autre de la fiscalité locale, s'attaquent aux communes, intercommunalités, départements et régions de France. Ils menacent la démocratie locale et les services publics. Ils mettent à mal l'autonomie fiscale des collectivités locales et donc leur liberté", peut-on lire dans cet appel.

"La République n'est pas qu'un héritage, elle est aussi une promesse qu'il faut faire vivre en approfondissant notre démocratie et non en restreignant les libertés, en confortant la décentralisation et non en lui faisant un procès infondé".

Tous les citoyens sont concernés. C'est pourquoi, la FNESR les appellent à se mobiliser **"pour préserver ce qui a fait ses preuves, pour que**

toutes les collectivités de France puissent continuer à assumer leurs compétences, maintenir le lien social et redistribuer aux hommes et aux territoires les plus en difficulté les fruits de la création de richesses".

Ambiance

Tout va bien au sein de l'UMP. On en a encore la preuve après la publication, par Jacques Le Guen, sur son blog, d'un communiqué à propos de l'affaire *Clearstream* qui, rappelons-le, oppose un ancien Premier ministre à un ancien ministre de l'Intérieur (actuel locataire de l'Élysée) siégeant dans le même gouvernement. **"Si aucune sanction n'est prise par la Garde des sceaux à l'encontre du Procureur général de Paris, qui a rendu publique son interprétation personnelle d'une affaire en cours, il faudra alors en conclure que Dominique de Villepin est bien victime d'une opération de déstabilisation commandée..."**

Commandée par qui ?

Annonces légales & judiciaires

SARL SANTI EL MAR PROMAC
Société de Négoce au Capital de 600 euros
Siège Social : 544, Rue 8 Mai 1945
29560 PENMARC'H
RCS QUIMPER 509 185 971

AVIS DE DISSOLUTION

Par décision extraordinaire, en date du 5 août 2009, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société **SARL SANTI EL MAR PROMAC avec effet rétroactif à compter du 25 novembre 2008**, et ont nommé en qualité de liquidateur : M. McCarthy Patrick, demeurant Domaine du Lanniron, 29000 QUIMPER. Toute correspondance est à effectuer à cette adresse. Le dépôt des actes sera effectué au Greffe du Tribunal de commerce de QUIMPER.

AVIS DE CLÔTURE DES OPÉRATIONS DE LIQUIDATION

Par décision extraordinaire, en date du 5 août 2009, les associés ont décidé de décharger le liquidateur, Patrick McCarthy, de son mandat, de lui donner quitus de sa gestion et constaté la clôture de liquidation de la Société **SANTI EL MAR PROMAC, avec effet rétroactif au 25 novembre 2008**, la date de sa création. La personnalité morale de la Société cesse d'exister.

Le dépôt des actes sera effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de QUIMPER.
Pour avis, le liquidateur.